

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Le meilleur des mondes

En parallèle à la présentation de ses excellents résultats financiers, Novartis a annoncé le 24 avril une restructuration de son «portefeuille d'activités» et la cession de la majorité des parts dans le site de Prangins à la multinationale Glaxo-SmithKline. Gageons que si les négociations ont duré de longs mois, elles se sont faites sans le gouvernement vaudois.

En octobre 2011, Novartis annonçait la fermeture de ce site pour «manque de rentabilité» et la suppression de plus de 300 emplois. La mobilisation des travailleuses-eurs et des syndicats avait, croyait-on, fait reculer Novartis.

Nous nous étions montré·e·s très critiques sur ce sauvetage, qui s'était fait sur le dos des employé·e·s (*Pages de gauche* n° 106 et 107). Ces dernières-ers avaient consenti à augmenter leur temps de travail et à freiner les augmentations des salaires prévues par la CCT. Le Canton de Vaud avait en plus octroyé un allègement fiscal d'un montant jamais dévoilé et déclassé des terrains en zone à bâtir. Novartis avait donc gagné la partie de poker. Résultat: le gouvernement vaudois aura subventionné cette division de Novartis pour permettre au géant bâlois de la valoriser au mieux. Novartis et ses actionnaires auront fait un double profit.

La solution trouvée à l'époque montre aujourd'hui toutes ses insuffisances. Joe Jimenez, le directeur général qui avait décidé de la fermeture du site de Prangins, n'a pu que constater lors de sa conférence de presse qu'«il est trop tôt pour dire ce que cela signifiera pour le personnel». Ses déclarations sans consistance prouvent bien qu'il se moque joyeusement de la démocratie, et qu'un contrôle public doit s'exercer sur les multinationales.

Réd.



Nicolas Sarkozy et Manuel Valls le 2 mars, dans les tribunes du parc des Princes (Photo: DR)

Dérives droitières

Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que le gouvernement Valls dévoile ses cartes. Après avoir concentré son action au Ministère de l'intérieur sur la protection de la propriété privée en réprimant les mouvements sociaux et en punissant les pauvres, le désormais Premier ministre Valls ne fait qu'approfondir et étendre ces politiques iniques. Le renforcement de l'alliance avec le Medef, les allègements fiscaux annoncés, tout cela sous le couvert d'un «pacte de stabilité», confirment la dérive droite du gouvernement français, ainsi que la nécessité pour la gauche de s'y opposer vigoureusement.

Lire en page 4

■ Hongrie

Après les élections, comment résister aux partis fascistes et néonazis?

Page 3

■ Climat

L'adaptation au changement climatique ne va pas sans lutte pour plus de justice sociale.

Page 6

■ Hommage

Urs Widmer nous lègue une œuvre majeure, politique mais magique.

Page 10

CENTENAIRE DE LA GRANDE GUERRE

Le brave soldat Chvéïk

«La discipline à la caserne, je ne connais que ça, il en faut, voyez-vous. Notre colonel nous disait toujours: "La discipline, tas d'abrutis, il la faut, parce que sans elle, vous grimperiez aux arbres comme des singes, mais le service militaire fait de vous, espèces d'andouilles, des membres de la société humaine!" Et c'est vrai! Imaginez-vous un parc, mettons celui de la place Charles, et sur chaque arbre un soldat sans discipline. C'est toujours ça qui m'a fait le plus peur.»

C'est armé de cette admirable ferveur militariste que *Le brave soldat Chvéïk*, antihéros créé en 1921 par l'auteur tchèque Jaroslav Hašek, se retrouve plongé dans la Grande Guerre. La naïveté et l'enthousiasme de cet honnête marchand de chiens volés (métier dont l'auteur connaît tous les détails, de la capture à la fabrication de faux pedigree, pour l'avoir lui-même pratiqué!) vont l'entraîner dans de multiples péripéties plus burlesques les unes que les autres. De l'agent en civil de la police politique austro-hongroise qui cherche désespérément à faire proférer à des citoyens indifférents des déclarations passibles du crime de «haute trahison»

à l'extravagante commission de psychiatres qui certifie Chvéïk idiot «attendu qu'il a proféré des cris comme "Vive l'empereur François-Joseph I^{er}"», d'un curé militaire alcoolique à un lieutenant sévère mais coureur de jupons, la galerie de portraits tracés au vitriol par Hašek est hilarante.

Car l'imbécile heureux Chvéïk, aux prises avec les autorités religieuses, militaires et bureaucratiques, obéit partout sans broncher, avec un inébranlable optimisme, et s'il se retrouve souvent au poste de police, en prison ou à l'asile de fous, c'est bien par excès de zèle: tant ses vibrants appels patriotiques que les aveux exigés de lui par ses juges («Je viens de reconnaître qu'il se peut que j'aie assassiné l'archiduc Ferdinand»), dit-il en sortant d'un interrogatoire) sont la marque d'une adhésion aux attentes du pouvoir poussée à l'absurde. La naïveté de Chvéïk révèle ainsi en miroir la vacuité des slogans et idéaux officiels de la monarchie et du clergé austro-hongrois, tellement irréalistes et hypocrites que le simple fait de les répéter publiquement passe pour de la dérision.

Antimilitariste et anticlérical, Jaroslav Hašek avait égale-

ment usé auparavant de cette ironie mordante contre le parlementarisme: en 1911, écœuré par l'arrivisme et l'opportunisme des politiciens et par l'hypocrisie de leurs propagandes électorales, il avait fondé, dans les bas-fonds des bistrotts pragois et avec quelques ami-e-s, le Parti pour un Progrès modéré dans les Limites de la Loi...

Gabriel Sidler

A lire : Jaroslav Hašek, Le brave soldat Chvéïk, Paris, Gallimard, 1932 ; Jaroslav Hašek, Histoire du Parti pour un Progrès modéré dans les Limites de la Loi, Paris, Fayard, 2008.

Si la politique suisse pendant la Seconde Guerre mondiale a fait couler beaucoup d'encre ces vingt dernières années, il n'en a pas été de même concernant l'écriture de l'histoire de la Première Guerre mondiale. Ces quatre années ont pourtant été des années charnières de l'entrée dans le XX^e siècle. En Suisse, la Grande Guerre est l'occasion d'expérimenter des éléments politiques centraux: neutralité, pleins pouvoirs du Conseil fédéral, économie contrôlée et emprunts de guerre, conflits sociaux qui aboutissent dans une grève générale de trois jours en 1918.

Pour discuter de ces questions, l'Association des anciens de sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne organise un café politique autour de Dominique Dirlwanger, historien et auteur de *Tell me: la Suisse racontée autrement* (ISS-UNIL, 2010). Il aura lieu au café-théâtre Le Bourg, à Lausanne, le 14 mai à 20h00.

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Thierry Bornand (TB), Antoine Chollet (AC), Romain Felli (RF), Mathieu Gasparini (MG), Emilie Martini (EM), Stéphanie Pache (SP), Myriam Scherly (MS), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:

Cora Antonioli, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Raymond Durous, Dan Gallin, Anne Holenweg, André Mach, Line Rouyet, Alberto Velasco, Pierre Zwahlen

Maquette:

Marc Dubois, Lausanne

Secrétariat de rédaction et mise en page:

Gabriel Sidler

Webmasters:

Sébastien Schnyder et Mathieu Gasparini

Illustrations:

Christian Vulliod (Cévu)

Relecture:

Cora Antonioli et Eric Peytremann

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Nouveau projet «phare» à Lausanne: sur la plage de Belrive, une tour accueillant le Musée cantonal des Beaux-Arts, le Parlement, un hôtel, des espaces commerciaux, des logements à prix abordables, le Vivarium, le Club philatélique, les Paysannes vaudoises, un sex-shop, ma belle-mère...



HONGRIE

L'après-élection

Le gouvernement sortant du parti Fidesz a obtenu à nouveau une majorité des deux tiers au parlement de Budapest, avec seulement 45% des votes exprimés et un taux de participation très bas. Bien entendu, cela n'a pas été une surprise, sauf peut-être pour l'opposition qui reste perplexe devant ce résultat: comment se fait-il que ce gouvernement soit reconduit, alors que le pays est en ruines et la pauvreté s'étend à une vitesse jamais vue? Tous les groupes sociaux ont été sévèrement maltraités (sauf la classe moyenne supérieure) ces quatre dernières années, et tous les droits des citoyen-ne-s sont bafoués quotidiennement, l'école redevient répressive, véhiculant une idéologie autoritaire, on criminalise la pauvreté. En conséquence de tout cela (et encore de bien d'autres mesures dont l'énumération tendrait à l'infini), des centaines de milliers de personnes fuient à l'étranger.

ÉLECTIONS TRUQUÉES

La situation est en effet difficile à comprendre: dans des conditions démocratiques, la réélection de ce gouvernement aurait été inimaginable. Mais la démocratie (aussi imparfaite qu'elle était durant la période entre 1990 et 2010) fait désormais partie du passé en Hongrie. Il n'y a que les partis de l'opposition (le parti socialiste et quelques fragments de partis socio-libéraux) qui s'illusionnent encore sur la possibilité de battre ce gouvernement dans les urnes. L'unique moyen de faire barrage au "surpouvoir" extrême du gouvernement et à son triomphe prévisible aurait pu être le boycott des élections, complété par une politique agressive de confrontation directe. Il aurait fallu mettre en évidence que ces élections étaient truquées, car le nouveau système électoral favorise de manière éhontée le Fidesz, qui contrôle les médias. Les électrices-eurs sont intimidés, conscient-e-s qu'en votant localement pour l'opposition, ils et

elles seront pénalisé-e-s par le pouvoir central, voire seront menacé-e-s personnellement si leur antipathie à l'égard du gouvernement devient publique (et peu de gens peuvent risquer le licenciement pour des raisons politiques...). Car l'opposition socio-libérale n'est pas capable de leur faire croire qu'elle est en mesure de les soutenir, de les protéger, faute de courage et de volonté politique. Et bien sûr, les plus démunis-e-s ne votent pas, n'ayant aucun espoir d'amélioration de leur situation, l'opposition étant loin d'être crédible sur ce plan-là.

PAS D'OPPOSITION CRÉDIBLE

Cette opposition est d'autant moins crédible qu'elle aligne son discours, en le droitisant, sur celui du Fidesz, sans contester ni les promesses démagogiques de ce dernier, ni sa rhétorique nationaliste. Pareil, voire pire, pour le petit parti vert (LMP: 5% des suffrages), qui pense pouvoir dépasser le clivage droite-gauche, en critiquant les deux grandes formations politiques, mais en s'approchant du symbolisme de la droite (parlant de la «dictature d'opinion libérale», qu'il faut briser, par exemple, sur de «la question Rom»), promouvant par là un discours de droite «décomplexé».

Toujours est-il que le Fidesz a obtenu beaucoup moins de votes cette année qu'en 2010, et moins qu'en 2006 et 2002, alors qu'il avait perdu les élections! Et pourtant, chose curieuse, ces suffrages ont néanmoins été suffisants pour atteindre la majorité des deux tiers cette année. Mais il ne faut pas oublier non plus le succès du Jobbik, le parti néonazi, qui a récupéré 20% des votes. Il est vrai que sur le plan idéologique, le Fidesz et le Jobbik ne sont pas très éloignés l'un de l'autre, quoique ce dernier professe l'antisémitisme et le racisme de manière ouverte et n'hésite pas à recourir à l'intimidation par ses troupes en uniforme (pas encore armées toutefois...). Le Fidesz est un parti fasciste, caractérisé par

sa volonté de tout contrôler par un État paternaliste et corporatiste extrêmement fort, par la stigmatisation des groupes sociaux démunis et des minorités (y compris par la voie législative, même si cela se fait de manière implicite), la diffusion de l'idéologie autoritaire ainsi qu'un conservatisme social poussé à l'extrême. C'est le Jobbik néonazi qui est susceptible de devenir le rival principal du Fidesz fasciste lors des prochaines élections (ces deux partis représentent les trois quarts des sièges dans le nouveau parlement), tant la gauche est affaiblie, voire inexistante.

NE PAS PERDRE ESPOIR

Telles sont aujourd'hui les perspectives de ce pays membre de l'Union européenne depuis dix ans. L'unique espoir est la résistance civile et le renouvellement des forces contestataires potentielles venant d'en bas. Espoir mince, pourtant, car le pouvoir en place fait tout pour les éradiquer (par la nouvelle loi «civile» notamment), les faire taire ou les pousser dans l'isolement.

Balázs Berkovits

Les illustrations de ce numéro sont extraites de la bande dessinée de Anne-May Boillat, d'Unia. L'entier de la BD est disponible sur: www.salaires-minimums.ch.



FRANCE

Valls: tout pour la finance

Le nouveau Premier ministre l'a dit, «il est difficile de faire quelque chose pour les salarié-e-s». Alors il fait tout pour les employeuses-eurs, les actionnaires, les banquière-ers privé-e-s.

CADEAUX AUX RICHES

Il va donner entre 20 et 35 milliards aux chef-fe-s des entreprises. CICE, pacte de compétitivité, de responsabilité, de solidarité s'ajoutent pêle-mêle aux 65 milliards d'exonérations couramment accordées pour les salaires de 1 à 1,3, 1,6 ou 2,5 fois le Smic, ce sera selon. Pierre Gattaz réclame 100 milliards au nom du Medef, il ne sera pas loin de les avoir. Au total, Manuel Valls a promis une baisse du coût du travail de 30 milliards d'euros d'ici 2016.

De surcroît Manuel Valls annonce 50 milliards de réduction sur les «dépendances» publiques, s'attaquant aux services publics, à la protection sociale, aux collectivités territoriales. Il semble que 19 milliards seraient pris sur le budget de l'État (budget de 300 milliards qui génère 78,5 % de la «dette» présumée du pays). Il propose de prendre 10 milliards sur le budget de la protection sociale (budget de 450 milliards qui ne génère que 10 % de la dette présumée, 90 % provient d'ailleurs). Enfin il enlèvera 10 milliards aux collectivités territoriales (budget de 200 milliards qui génère 11,5 % de la dette).

Manuel Valls s'est aussi engagé à une baisse de l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés et à la suppression d'un impôt sur le chiffre d'affaires, ainsi qu'une série de petites taxes sur les entreprises. Le taux normal de l'impôt sur le résultat des sociétés sera «abaissé à 28 % d'ici 2020, avec une première étape en 2017. Les riches entrevoient donc une baisse de leurs impôts tandis que pour les ménages plus modestes Manuel Valls explique qu'il ne peut rien faire dans l'immédiat.

Ces 50 milliards assècheront notre économie, accroîtront la récession, tout en diminuant notre bien-être collectif. Sachant que par ailleurs, il sera «remboursé» 50 milliards pour payer les intérêts de la dette (laquelle ne sera jamais remboursée), on peut mesurer l'austérité drastique que vont subir les citoyen-ne-s de ce pays. C'est un tour de vis sans précédent. François Hollande participe désormais de la bande des quatre: avec Papandréou, Zapatero, Socrates, il assèche son pays et ponctionne ses citoyen-ne-s pour plaire à la troïka, à la finance, aux banquière-ers et spéculatrice-urs qui pèsent sur nos taux d'intérêt. Au lieu de s'en prendre à la finance comme il l'avait annoncé dans son célèbre discours du Bourget, il s'en prend au peuple écrasé par la finance.

ÉCHEC PROGRAMMÉ

Manuel Valls a également organisé la déroute des socia-

listes en 2015 aux régionales et cantonales. Annoncer qu'il va prendre 10 milliards à ces collectivités 11 mois avant le scrutin tient là aussi du suicide. Mais annoncer que ces collectivités seront détruites aussitôt après tient d'une prouesse politique inédite. Les élu-e-s viendront pour fermer les conseils généraux, diviser les conseils régionaux et partir en éteignant la lumière. Le coût de ces mesures sera exorbitant.

On en est à regretter Jean-Marc Ayrault. Ce gouvernement resserré ne reflète qu'une toute petite partie de la gauche et des socialistes. Tout se passe comme une fuite brutale en avant dans une aventure que chacun perçoit comme un échec annoncé.

La persévérance dans ces cadeaux au patronat et cette austérité pour le salariat va donner des résultats catastrophiques: le gouvernement n'entend rien de l'ampleur du mécontentement, de la rage, qui règnent et grandissent à la base. Il a les yeux fixés sur les taux d'intérêt pas sur les besoins des salarié-e-s. Il flatte la finance pas ceux qui produisent les richesses. En réduisant les déficits, il augmente la dette. Comme un-e jardinière-er qui arrose la rivière pendant que son jardin dépérit. Il nous reste surtout à mettre en œuvre tous les moyens pour empêcher la déroute que cette politique va produire.

Ça va mal, mais il ne faut jamais baisser les bras. Il y aura forcément un retournement sous l'impact de l'opinion de gauche majoritaire. Cette politique sociale libérale catastrophique est minoritaire dans le pays, minoritaire à gauche, minoritaire dans le parti socialiste. Les aspirations de gauche, elles, sont majoritaires, elles vont triompher en dépit de ce détour.

Gérard Filoche,
Membre du Bureau National
du PS français
(Article adapté de
«Démocratie et socialisme»)



UKRAINE

Pour leur liberté et la nôtre

Le président russe, ancien cadre de la police politique de l'URSS, ne supporte pas que l'Ukraine échappe à son contrôle. Il se sert de sa supériorité militaire pour s'emparer de sa province la plus vulnérable, la Crimée. L'opération est entérinée par une farce de référendum à la soviétique, boycotté par près de la moitié de la population (surtout Ukrainiens et Tatares) mais proclamé vainqueur à 97%. Le parlement russe, aux ordres de Poutine, entérine ce pseudo résultat par 445 voix contre une, celle de Ilya Ponomarev, un héros de notre temps.

Comme socialistes, nous devons défendre le droit du peuple ukrainien de décider de son propre destin sur l'entier de son territoire. Et résister à l'intox KGBiste jusque dans nos propres rangs.

Premièrement, il n'y a aucune menace contre les Russes en Ukraine et pas plus de «fascistes» qu'il y en a en Russie. L'extrême-droite européenne, dont chez nous Freysinger et consorts, prend parti pour Poutine, pas pour les fascistes ukrainien-ne-s: il faut lui faire confiance pour reconnaître les vrais fascistes.

Deuxièmement, le Maidan de Kiev était politiquement multiforme: des fascistes en faisaient partie aux côtés d'anarcho-syndicalistes, de socialistes, de syndicats indépendants, de juives-juifs (organisé-e-s en une unité militaire) et surtout d'une masse de sans-partis qui ont constitué le mouvement démocratique, populaire et nationaliste, la source de la légitimité au nou-

veau pouvoir.

Troisièmement, aucune officine politique au monde n'est capable d'inventer un mouvement de masse de quatre mois comme celui de Maidan. Y voir la main des Etats-Unis ou de l'Union européenne tient du ridicule conspirationniste.

Quatrièmement, la décomposition de l'URSS était la dernière décolonisation du monde. Nous sommes sensibles à l'humiliation subie par les colonisé-e-s mais pas du tout à «l'humiliation» du colonisateur amputé de son ancienne «gloire» dont font état ceux qui cherchent à «comprendre» Poutine.

Enfin, il n'existe pas de raison historique qui justifierait des prétentions russes en Ukraine. Il ne s'agit pas d'un même peuple mais de deux: le peuple ukrainien et le peuple

russe, comme devraient le savoir tout ceux qui insistent sur le fait qu'il y a un peuple palestinien et un peuple juif, le second n'ayant pas davantage de droit que le premier sous prétexte qu'il était là il y a deux mille ans.

Le 18 mars, entre 50,000 et 80,000 Russes ont manifesté à Moscou contre l'annexion de la Crimée sous des banderoles qui portent le sens du combat socialiste internationaliste, le nôtre: «Pour notre liberté et la vôtre», «Pour une Ukraine et une Russie sans Poutine», «Ukraine, excuse-nous», «La Russie c'est nous, pas Poutine». Nous sommes aussi avec le peuple russe anti-Poutine.

Dan Gallin

Une version longue de cet article se trouve sur notre site Internet.



Manifestation sur la place Maidan à Kiev (Photo: DR)

LE POING Notre poing est attribué ce mois-ci au pachydermique ministre français des Affaires étrangères et du Développement international, **Laurent Fabius**. Puisqu'il a aussi hérité du tourisme après le remaniement, il s'est vite mis au diapason en déclarant que «le touriste qui se présente le dimanche devant un magasin fermé ne va pas revenir le jeudi» (*sic*). Pourtant Fabius et ses 40 ans de politique devrait savoir qu'on finit toujours par revenir...



LA ROSE La rose est décernée à la maire sociale-démocrate de Göteborg, deuxième ville de Suède en nombre d'habitante-s (plus de 500'000). **Anneli Hulthén**, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, propose d'introduire la journée à six heures au lieu de huit pour les employé-e-s municipales-aux. La réduction du temps de travail est une préoccupation socialiste. Les gains de productivité doivent être redistribués aux travailleuses-eurs et les administrations publiques peuvent aussi montrer la voie.



CLIMAT

Inégalités et réchauffement

Tous les sept ans, le Groupe intergouvernemental d'étude des changements climatiques (GIEC) produit un très gros rapport faisant le point sur l'état du savoir dans ce domaine. Tous les sept ans se confirme malheureusement ce que nous savons déjà: les sociétés humaines sont responsables d'un réchauffement climatique inédit, les mesures d'atténuation (réduction des émissions de gaz à effet de serre) sont insuffisantes, et les impacts du réchauffement climatique commencent à se faire sentir de par le monde.

RÉCHAUFFEMENT INÉVITABLE

Les émissions de gaz à effet de serre ont été si importantes au cours du XX^{ème} siècle, et les mesures de réduction actuelles si faibles, que nous ne pourrions pas éviter un réchauffement moyen de 2 à 3°C au moins d'ici à 2100, et probablement plus. Ainsi, de nombreux gouvernements et organismes internationaux insistent sur la nécessité de s'adapter au changement climatique, c'est-à-dire d'apprendre à vivre avec et réduire ses impacts les plus importants.

À la fin mars 2014, le groupe de travail du GIEC en charge de l'étude des impacts du réchauffement climatique a livré sa cinquième contribution. Contrairement aux éditions précédentes, qui avaient été dominées par des scientifiques issus des sciences naturelles et avaient mis en avant les dommages infligés aux écosystèmes naturels, à la biodiversité et aux espèces animales, ce rapport insiste sur les impacts sociaux du réchauffement climatique.

CONSÉQUENCES SOCIALES

En effet, si le réchauffement climatique est global (mais différencié), ses effets, eux, affecteront les populations humaines très différemment suivant les ressources dont elles disposent pour s'adapter: les plus pauvres sont en général les plus vulnérables. Ce rapport insiste surtout sur les risques que fait peser le réchauffement climatique sur la production mondiale de nourriture: les gains de productivité ont baissé et on peut s'attendre dans certaines régions à une chute de la production. De même l'accroissement prévisible d'événements météorologiques extrêmes

(précipitations, sécheresses, ouragans, etc.) frappera plus durement celles et ceux qui n'ont pas les moyens d'y faire face.

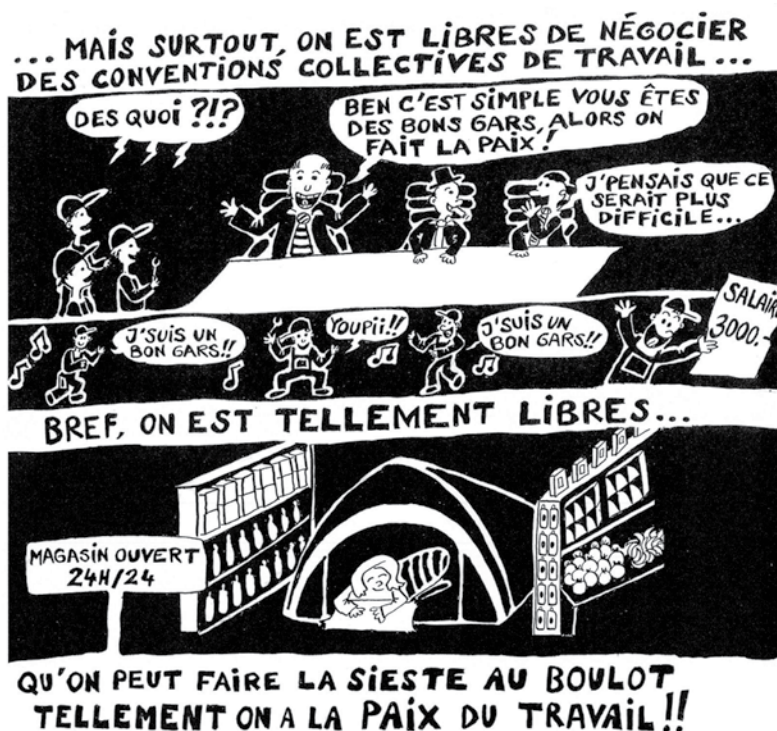
Bien sûr, ce rapport est un peu alarmiste, et le futur n'est pas écrit. Nombre d'impacts du changement climatique ne font que renforcer une situation d'extrême inégalité et de pauvreté à l'échelle mondiale. C'est d'abord le système économique existant qui produit cette vulnérabilité, et une meilleure distribution des ressources et de la richesse serait la meilleure mesure d'adaptation au changement climatique que nous pourrions prendre. Mais il serait stupide, comme le font certains économistes, d'opposer lutte contre le réchauffement climatique et lutte pour la justice sociale. Nous devons trouver les moyens de vivre dans un monde qui soit à la fois plus juste et respectueux de l'écologie. L'un est la condition de l'autre.

Romain Felli

Et en Suisse ?

La Confédération semble avoir empoigné le problème et commencé à produire un catalogue de mesures à prendre et de projets à développer pour s'adapter aux changements climatiques. Le 9 avril dernier, elle a publié le deuxième volet de sa stratégie d'adaptation (2014-2019), qui porte notamment sur la santé publique, le tourisme, l'agriculture, la biodiversité, la production d'énergie et la gestion de l'eau. Les villes et les cantons semblent par contre un peu plus à la traîne. Seuls sept cantons (tous alémaniques: Berne, Zurich, Bâle-Ville, Uri, Schaffhouse, Argovie, Grisons) ont développé une stratégie d'adaptation. Quant aux villes, malgré un rapport très complet préparé par l'Office fédéral de l'environnement en 2012, elles ne semblent pas encore avoir pris la mesure du problème.

C'est regrettable car, parmi les impacts prévisibles du changement climatique en Suisse, certains affecteront particulièrement les zones urbaines, à commencer par la multiplication et l'intensification des pics de chaleurs en été, qui sont une menace pour la santé publique, surtout pour les personnes âgées, les enfants et les personnes isolées. Les villes sont également souvent de gros propriétaires fonciers, forestiers et viticoles, ainsi que des acteurs importants de la production d'électricité. Ce sont tous des secteurs qui seront affectés par le réchauffement climatique. RF



ÉNERGIE

La sortie du nucléaire passe-t-elle par les crêtes du Jura?

Le hasard va faire voter le même jour les cantons de Berne et Neuchâtel sur des questions énergétiques de première importance. Le 18 mai, le premier votera en effet sur l'arrêt immédiat de la centrale nucléaire de Mülheberg, hors d'âge et de plus en plus dangereuse, alors que le second se prononcera sur l'implantation d'éoliennes sur les crêtes jurassiennes. Si le premier objet n'appelle guère de commentaires tant cet arrêt devient chaque jour plus urgent, le second soulève plusieurs questions importantes et plus délicates.

Le corps électoral neuchâtelois devra en réalité se prononcer sur deux objets: une initiative demandant une consultation référendaire systématique en cas d'implantation d'éoliennes dans certaines zones du canton, notamment sur les crêtes du Jura, et un contre-projet confiant aux autorités une «planification éolienne cantonale» limitant à cinq le nombre de sites et à 59 la quantité d'hélices. C'est d'une part le principe du contrôle populaire, avec sans doute l'idée

que les projets seront pour la plupart refusés, et de l'autre le principe technocratique de la gestion de l'énergie, et en particulier de cette fameuse «transition énergétique» qui semble désormais pouvoir justifier n'importe quel projet.

CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE

Sans entrer dans le détail des arguments des partisan·e·s de l'initiative et de ses opposant·e·s, la crainte du référendum obligatoire des second·e·s révèle à mon sens une vérité assez embarrassante: la gestion de l'énergie se pense et se pratique aujourd'hui hors du cadre démocratique. C'est vrai du nucléaire, bien sûr, mais ça l'est tout autant de l'hydroélectrique, du photovoltaïque, de l'éolien ou du gaz de schiste. Le récent avertissement concernant ce dernier, avec les mensonges répétés de l'entreprise Celtique énergie autour du forage du Val-de-Travers, devrait servir de leçon à cet égard. La reprise en main – sage, raisonnable et vigilante, c'est-à-dire tout le contraire de la situation

actuelle – des affaires énergétiques par la population est un élément déterminant si l'on veut éviter la démesure de futurs projets censés, puisqu'on vous le dit, apporter «la solution» à la question de la production d'énergie.

Antoine Chollet

Illusions renouvelables

Les toujours excellentes éditions de l'Encyclopédie des Nuisances avaient publié il y a quelques années un pamphlet contre l'éolien industriel français. Partant d'une position anti-nucléaire sans équivoque, celui-ci rappelait que l'éolien est devenu une industrie comme une autre, généreusement subventionnée au demeurant, qui masque soigneusement les atteintes environnementales bien plus étendues qu'il n'y paraît qui sont liées à ce type particulier de production d'énergie électrique. La situation est sans doute moins catastrophique en Suisse qu'en France, mais l'obsédante présence du lobby nucléaire derrière les différents projets énergétiques «alternatifs», des deux côtés du Jura, ne doit pas cesser de nous inquiéter. AC

À déguster: Arnaud Michon, *Le Sens du vent, notes sur la nucléarisation de la France au temps des illusions renouvelables*, Paris, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2010.

SUITES DU 9 FÉVRIER

Reprendre l'offensive

Le 9 février dernier, le peuple et les cantons suisses acceptaient l'initiative de l'UDC contre la libre circulation. Cette décision n'a pas fini de faire débat à gauche. Comment expliquer ce vote, quelles leçons en tirer pour la gauche, quelles perspectives politiques et économiques ouvre-t-il? Autant de questions qui ont animé la discussion organisée par *Pages de gauche* à l'Université Ouvrière de Genève le 3 avril. Elle était introduite par deux syndicalistes (Alessandro Pelizzari d'Unia et David Andenmatten du SSP), une ancienne Conseillère nationale

Verte, toujours très engagée dans les luttes anti-racistes (Anne-Catherine Ménétrety-Savary) et une Conseillère communale socialiste zurichoise, représentante de l'aile gauche du parti (Rebekka Wyler), et animée par Dominique Hartmann, notre consœur du *Courrier*. Loin du fatalisme ou des insultes envers les citoyen·ne·s ayant accepté l'initiative, la discussion n'a pas esquivé les problèmes posés par la libre circulation et par l'insuffisance des mesures d'accompagnement actuelles. Tou·te·s ont bien sûr rappelé l'importance de la votation du 18 mai sur le salaire

minimum, première réponse de la gauche au récent succès de l'UDC.

Ce débat a montré qu'il était nécessaire pour la gauche de comprendre ce qui s'est passé le 9 février, et d'en tirer les conclusions politiques. Ce qui est certain, c'est que la caricature d'un peuple suisse qui serait viscéralement xénophobe ne nous permettra pas d'avancer d'un centimètre, ni dans la compréhension du vote, ni surtout dans l'identification de nouvelles solutions politiques.

Antoine Chollet

FISCALITÉ

Vaud entre dans le jeu de la concurrence fiscale

Les comptes 2013 du canton de Vaud se soldent par un excédent de revenus de 8 millions de francs. Par rapport au budget, les charges sont inférieures de 43 millions alors que les recettes sont de 13,6% supérieures à ce qui était planifié. Présentant ces comptes, le Conseil d'État, par les voix conjuguées de Pascal Broulis et de Pierre-Yves Maillard, a annoncé une baisse de moitié de l'impôt sur les entreprises, d'ici 2020.

L'ÉTAT THÉSAURISE

S'agissant des comptes 2013, loin de partager l'optimisme béat de la plupart des commentateurs, nous pensons que l'excédent financier est inquiétant. D'une part, ces résultats confirment que le budget avait été sous-évalué, réduisant ainsi la capacité d'action de l'État et la possibilité de politiques publiques volontaristes. D'autre part, le détail des comptes indique que les dépenses d'investissement sont inférieures de 80 millions au budget. Concrètement, l'État de Vaud ne dépense pas son argent: des

projets sont au point mort tandis que la dette est réduite de moitié. Alors que la dépense publique est socialement nécessaire et économiquement utile, la politique financière vaudoise suit la voie exactement opposée. Ce n'est pas la promesse du Conseil d'État de se doter d'un «dispositif facilitant la mise en œuvre et le suivi des projets» qui devrait modifier cette donne.

CONCURRENCE FISCALE NUISIBLE

Mais plus sidérante encore est l'annonce d'une baisse drastique du taux d'imposition des entreprises, qui devrait être ramené à un taux net d'un peu plus de 13% en 2020 (parts fédérale, cantonale et communale comprises). Cet énorme cadeau (450 millions de francs) aux entreprises – dont la hausse des rentrées fiscales démontre la bonne santé – ne répond à aucun impératif particulier, si ce n'est celui de permettre d'augmenter leurs marges.

De plus, cette baisse est motivée par la concurrence fiscale. En effet la Suisse devra abandonner les statuts fiscaux

de société holding et de société mixte, qui permettent aux sociétés basées en Suisse de rapatrier les profits de leurs filiales réalisés à l'étranger, tout en n'étant pas taxés sur ceux-ci. Le résultat de ces pratiques est de priver les États des recettes fiscales liées à des activités économiques sur leur territoire, sans même taxer ces bénéfices en Suisse.

Pour continuer à capter les bénéfices réalisés à l'étranger malgré la suppression de ces statuts spéciaux, la droite a imaginé de réduire drastiquement les taux d'imposition pour toutes les entreprises, suisses également – aux prix de pertes fiscales significatives – et c'est dans ce mouvement que s'engouffre le canton de Vaud. Cette réforme scandaleuse est socialement injuste, contribue à l'accroissement des inégalités en Europe et dans le monde, et servira à augmenter les profits des actionnaires. Et elle sera portée par un Conseil d'État à majorité socialiste...

Arnaud Thiéry

TOUR TAOUA

Avec un pareil nom...

Avouons-le, c'est avec une certaine jubilation que nous avons pris connaissance du refus des Lausannois-es concernant la «Tour Taoua» le 13 avril. La stupéfiante campagne de ses promoteurs et promotrices (le nom n'est pas galvaudé...) n'y est pas pour rien, qui se sont complus dans la dénonciation d'opposant-e-s forcément égoïstes, voire légèrement arriéré-e-s, ont fait assaut d'une idéologie «moderniste» fleurant bon le progressisme béat de l'Expo 64 (c'était de saison), et ont si bien manipulé la rhétorique de l'intérêt général qu'ils

ont baptisé leur site de campagne «www.pourlausanne.ch» (il fallait oser).

Malgré les importants moyens déployés par la Municipalité, le PLR et le PS, le discours en faveur de la tour Taoua s'est un peu discrédité tout seul. La tâche des opposant-e-s a ainsi été singulièrement facilitée par les arguments de plus en plus délirants utilisés par les partisan-e-s du projet au fur et à mesure que les semaines de campagne passaient. Taoua, c'était l'avenir radieux, la solution aux problèmes de logement, le développement de l'Arc lémanique, la marque

grandiose du municipalisme de gauche, la pierre angulaire du plan quinquennal...

Pour terminer, voici une modeste suggestion de la rédaction de *Pages de gauche* quant à l'utilisation future du palais de Beaulieu. Serait-il possible d'envisager la disparition, ou du moins le déménagement aussi loin que possible du centre ville, de l'inénarrable «Comptoir suisse», survivant cacochyme de ces vieilles foires patronales, dont on se débarrasserait avec profit, dans tous les sens du terme?

La rédaction

ON NOUS ÉCRIT

Bons sentiments et néocolonialisme

La publication de l'article de Grégoire Duruz intitulé «Rwanda, une histoire torturée» dans notre dernier numéro a suscité une réaction de plusieurs de nos lectrices-eurs. Nous reproduisons ici le texte qu'ils nous ont fait parvenir.

Le 7 avril 1994 débutait le génocide des Tutsi du Rwanda. En trois mois, environ 800'000 personnes ont été exterminées. Ces assassinats faisaient partie d'un plan méticuleusement préparé, fomenté par la frange la plus extrême du mouvement politique Hutu au pouvoir à Kigali. Vingt ans après, la mémoire du génocide fait l'objet d'intenses querelles d'interprétation.

UN ARTICLE PROBLÉMATIQUE

Dans ce contexte politique tendu, *Pages de gauche* a donné la parole à Grégoire Duruz, qui fait la promotion de son ouvrage *Par-delà le Génocide. Dix-sept récits contre l'effacement de l'histoire au Rwanda*. Dans son article, l'auteur dit agir au nom d'un noble objectif: contribuer au processus de réconciliation post génocide au Rwanda. Sa démarche et ses arguments sont cependant profondément problématiques. La mémoire du génocide, partie intégrante de l'événement génocidaire, est un enjeu trop crucial pour être laissé à ce pompier pyromane. Loin de contribuer à une réflexion constructive sur la réconciliation au Rwanda, il propage une version ambiguë des événements.

PROPOS TENDANCIEUX ET RACISTES

Relevons d'abord le manque de respect aux victimes et aux survivant·e·s qui découle de la publication de l'article en pleine commémoration du génocide. L'auteur expliquait sur la RTS qu'il s'agissait de profiter de cette aubaine médiatique pour «remettre en avant l'histoire parallèle au

génocide» (émission *Faut pas croire*, RTS, 29 mars 2014). La date n'est cependant pas la seule maladresse de monsieur Duruz. Ce dernier fait un usage douteux du champ lexical de la bestialité, par exemple lorsqu'il évoque des «bêtes assoiffées de sang». Ce texte teinté de racisme est un modèle du genre néocolonial. Ce spécialiste – blanc, bien entendu – de la «transformation des conflits», fort de ses quatre ans passés au Rwanda et des témoignages qu'il y a recueillis, explique combien l'histoire y est «biaisée». Heureusement pour les rwandais-es, Grégoire Duruz est là pour rétablir la vérité!

CONFONDRE VICTIMES ET COUPABLES

La manière dont l'auteur explique le génocide pose particulièrement problème. Il mentionne la pauvreté endémique, le faible niveau d'éducation, l'exiguïté du territoire, et «un complexe d'infériorité longtemps ruminé par les Hutu envers leurs camarades Tutsi». Selon lui, ce sont cependant les opérations guerrières lancées par le Front Patriotique Rwandais (FPR), parti politique majoritaire dans le gouvernement actuel, qui expliquent «la fougue des génocidaires». Il est correct d'affirmer que la guerre avec le FPR était agitée par la propagande pour pousser au génocide des Tutsi. Il est par contre tendancieux d'y voir une explication du génocide. Le 1er juillet 1994, alors que les massacres continuaient, on pouvait ainsi entendre sur les ondes de la Radio des Mille Collines, principal outil de propagande des génocidaires, que «celui qui parle donc de tueries doit d'abord savoir qui a provoqué la guerre. Si quelqu'un attaque une personne et que celle-ci se défend, dites-moi qui est le tueur?» (rwandafile.com, 0214, K7N°19, p. 23). La propagande génocidaire elle-même appelait donc à l'extermination des Tutsi au nom de l'attaque du FPR. De plus, le collage de

témoignages décontextualisés auquel procède l'auteur jette le flou sur les natures différentes des violences commises et rappelle la thèse du double génocide défendue par nombre de négationnistes.

DES CATÉGORIES CONSTRUITES

L'auteur fait le choix de ne pas mentionner la responsabilité du pouvoir colonial belge dans la production des catégories ethniques. Aurait-il à cœur de dédouaner l'ancienne puissance coloniale? Quoi qu'il en soit, il laisse par ce biais dans l'ombre les véritables raisons du génocide que sont la construction historique des ethnies, le contexte économique des années 1990 caractérisé par la crise de l'endettement de nombre de pays africains, le processus de radicalisation politique qui attisa la haine entre les groupes constitués, et la déshumanisation des Tutsi. Il est tragique de constater que la déconstruction des catégories ethniques, pourtant indispensable à la réconciliation, est absente du raisonnement de l'auteur, rendant son intervention impropre à remplir les objectifs qu'il se fixe.

Pierre Eichenberger,
Crispin Girinshuti,
Linh Groth,
Maïla Kocher Girinshuti,
Ange-Marie Nziraguseswa



HOMMAGE

Urs Widmer, magicien réaliste

Auteur de nombreux romans, pièces de théâtre et radiophoniques, d'essais ou encore de chroniques, Urs Widmer était, comme il se définissait lui-même, un homme et un auteur politique de gauche. Considéré comme un des écrivains suisses les plus importants de sa génération, dans la lignée des Dürrenmatt et Frisch, il a marqué son pays – et l'Allemagne, où il vivra 17 ans – de sa plume légère, élégante, jamais dénuée d'humour, mais trempée dans les noirceurs de la vie intime, sociale et politique.

Conteur magique, il partage avec Dürrenmatt le goût de l'absurde et des histoires riches en surprises; comme Frisch, il s'impose en fin observateur de la Suisse à la fois aimant et particulièrement critique. Il se distingue cependant de ce dernier par une approche plus «douce», un engagement politique moins direct, moins accusateur, se «limitant» à faire apparaître les problèmes politiques et sociétaux par les histoires qu'il conte. Car Urs Widmer considérait que le premier devoir d'un écrivain est de raconter des histoires, des histoires imprégnées par l'esprit

du temps et dont il ressort des questions et/ou des utopies, non des réponses.

Ainsi ses récits se présentent-ils fréquemment comme des aventures intimistes, dont il puise la réalité au fond de ses propres expériences de vie pour en créer des utopies à la fois fabuleuses et légères, à la fois pessimistes et profondes. Il y est beaucoup question de la mort avec laquelle Widmer aime jouer (*Herr Adamsen*) – c'est un luxe qu'un écrivain peut s'offrir – mais aussi plus généralement du temps et d'un mélange quasi constant entre les niveaux temporels, entre la fiction et la réalité et entre les perspectives narratives. Le déclencheur de cette «explosion» chronologique et narrative est souvent amené par un élément fantastique (*Le Siphon bleu, Au Congo*) qui, paradoxalement, mène ses personnages vers un monde dont les difficultés quotidiennes, les injustices ou la violence sont quasi omniprésentes et auxquelles ils doivent faire face.

CONTRADICTIONS SUISSES

L'œuvre théâtrale d'Urs Widmer est elle, comme par essence, nettement plus di-

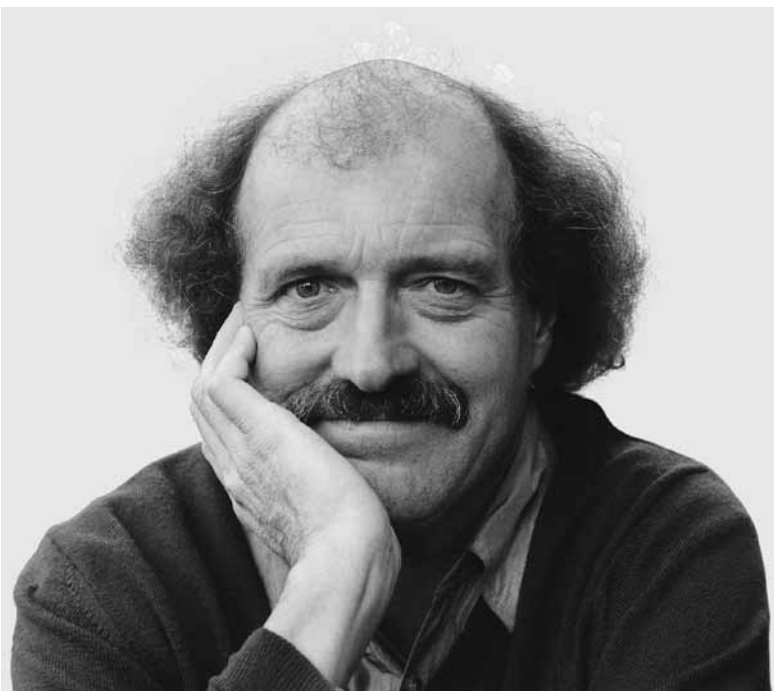
recte, dirigée davantage vers l'extérieur, mais aussi beaucoup plus agressive et accusatrice. Ici aussi, il ne se sépare jamais de son humour, l'ironie s'accroissant encore, faisant même souvent place au sarcasme. Dans *Top dogs* (1996), il livre une charge féroce contre le monde de l'économie et les grandes entreprises dont il dénonce le système totalitaire et les effets destructeurs sur les femmes et les hommes. Il met ainsi en scène des *top managers* licencié-e-s, humilié-e-s par un système dont ils étaient – et restent! – eux-mêmes les premiers gardiens. Il met alors en lumière les graves contradictions d'un pays doté d'un système politique démocratique quasi exemplaire, mais qui accepte voire encourage de ses entreprises qu'elles «fonctionnent» de manière totalement hiérarchisée et anti-démocratique.

Avec *Jeanmaire, une fable suisse*, Widmer revient sur les travers honteux de la justice militaire suisse, suite à la condamnation de ce bouc-émissaire à 18 ans de prison... La pièce, écrite l'année de la disparition du brigadier, met en scène brillamment l'histoire d'un procès risible, qui débouchera cependant sur l'humiliation d'un homme. Une fois encore, l'auteur trouve l'équilibre parfait entre le sérieux et le comique du sujet qu'il traite, entre sa dimension on ne peut plus réaliste – et tragique pour Jeanmaire – qui appartient à l'histoire suisse et sa dimension quasi absurde, tant son déroulement nous pousse à l'incrédulité.

Urs Widmer, 75 ans, magicien du réel et fin observateur de l'esprit de notre temps, nous laisse une œuvre pleine et riche qu'il est urgent de redécouvrir.

Cora Antonioli

À lire: *Histoires suisses, Lausanne, L'âge d'homme, 1983*; *Le siphon bleu, Paris, Fayard, 1994*; *Tops dogs, Paris, L'arche, 1999*.



LIVRES

Nouvelle guerre contre les pauvres

En plein débat lausannois autour de l'interdiction de la mendicité, nous avons évoqué le rapport rédigé par Jean-Pierre Tabin et René Knüsel sur le sujet, qui mettait sérieusement en doute les idées sur lesquelles les autorités s'appuyaient pour en justifier l'interdiction de fait (voir *Pages de gauche* n° 112). Les nombreuses réactions suscitées par ces premiers travaux ont conduit les deux chercheurs à publier cet hiver, avec l'aide de Claire Ansermet, un précieux petit livre, reprenant quelques-unes des données de la question tout en rendant compte des nombreuses heures d'entretien et d'observation effectuées lors de leur recherche.

Ce livre rappelle que les politiques contre la mendicité reposent toutes sur une appréhension morale de la question,

fondée sur le rejet de personnes qui ne *travaillent* pas et ne *possèdent* rien. Les arguments sécuritaires, voire de *marketing* urbain, utilisés par les autorités sont démontés, en particulier par le décompte précis et répété du *nombre* de personnes mendiant simultanément au centre de Lausanne avant l'interdiction, nombre toujours extrêmement faible (une dizaine de personnes tout au plus). Enfin, l'amalgame habituel entre mendicité et criminalité est lui aussi dénoncé.

Gageons que le résultat saura ôter de la tête de chacune les caricatures souvent véhiculées à l'égard de la mendicité en général et des «Roms» en particulier, et convaincre celles et ceux qui doivent encore l'être que l'interdiction de la mendicité, fût-ce sous le déguisement

d'une prétendue «réglementation», est une réponse purement sécuritaire à une question d'abord économique.

Antoine Chollet

À lire: Jean-Pierre Tabin, René Knüsel, Claire Ansermet, *Lutter contre les pauvres, les politiques face à la mendicité dans le canton de Vaud*, Lausanne, Éditions d'en bas, 2014.



Penser la violence et la civilité

Dans quelques jours aura lieu à Istanbul un colloque portant sur les questions de la violence et de l'exil, dans le cadre d'un ambitieux programme du Collège International de Philosophie, à Paris. Animé par Marie-Claire Caloz-Tschopp (longtemps enseignante de pensée politique aux universités de Genève et Lausanne et infatigable militante des questions migratoires), ce programme se déploie entre la Suisse, la France, le Chili et, maintenant, la Turquie. L'on sait cette dernière prise dans des conflits politiques et sociaux importants, dont les récentes élections municipales n'ont à coup sûr constitué qu'une étape. Du 7 au 11 mai, des philosophes et des militant-e-s de toute l'Europe vont s'y retrouver pour parler de ces questions. Les discussions seront enregistrées et pourront être écoutées sur le site www.savoirlibre.net. AC

À lire: Marie-Claire Caloz-Tschopp (dir.), *Violence, politique et civilité aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 2014.

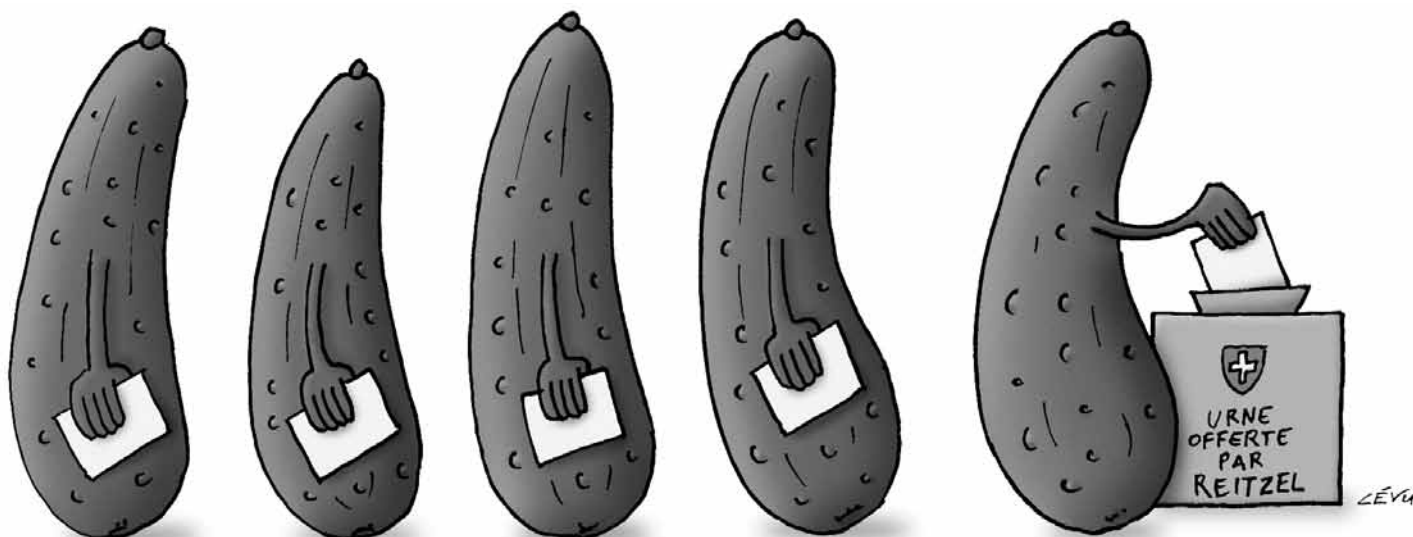
Naissance d'un nouveau journal

C'est un pari osé que de lancer un journal *en papier* de nos jours! C'est pourtant celui qu'a décidé de relever Sophie Nedjar, entourée d'une petite équipe de bénévoles, avec *Article 60*, dont le numéro zéro est actuellement en vente dans quelques kiosques et qui commencera sa parution normale cet automne. Comme son nom (une référence au Code civil) l'indique, ce journal parlera du monde associatif suisse romand: ce qui s'y passe, celles et ceux qui le font, les politiques qui y sont menées, etc. Dans le climat actuel de la presse papier, c'est avec plaisir que nous accueillons la naissance de ce nouveau titre, en lui souhaitant le meilleur pour l'avenir! AC

Abonnements et informations: www.article60.com.

... ET DE LA DIGNITÉ À TOUT LE MONDE...





18 mai: va-t-on à nouveau voter comme des...?

SALLE DES PAS PERDUS

Psychanalyse des arguments minimums

Un salaire minimum à 4000 frs? Vous n'y pensez pas. Cela serait la ruine. Mais la ruine pour qui? La ruine de la Suisse pardi, pas moins que ça. Le modèle suisse, tellement inclusif et généreux, ce modèle à environ 650 milliards de francs de PIB, ne supporterait pas une hausse des salaires les plus bas. Les arguments utilisés contre le salaire minimum font peur: suppressions d'emploi, des régions entières laissées pour compte (le Jura, ce trou noir), la fin du système de formation, la démotivation totale des jeunes générations. Toutes les forces réactionnaires sont en ordre de bataille. L'union sacrée contre les travailleuses-eurs pauvres est décrétée. Mais détrompez-vous: si les patron-ne-s se mobilisent, ce n'est pas pour protéger leurs intérêts, mais les nôtres. Ils et elles désirent empêcher les travailleuses-eurs de marquer un autogoal. Comme toujours, la même rhétorique réactionnaire sur les effets pervers est servie *ad nauseam*.

Le salaire minimum serait donc une arme de destruction massive de notre prospérité. À en croire les riches opposant-e-s, pour qui «il n'y a pas que le salaire qui compte», le

salaire minimum viderait le partenariat social. Ça viderait la Suisse elle-même aussi car l'initiative sonnerait le glas du tourisme, tout en rendant la Suisse encore plus attrayante pour les étrangères-ers (comprenez qui pourra).

Pourquoi donc un tel catastrophisme? Par idéologie? Certainement. Mais derrière de tels arguments irrationnels doit forcément se cacher une peur plus tenace, une blessure vive mais profonde. Laquelle? *Pages de gauche* est en mesure de révéler la nature de cette peur sourde qui terrifie les puissant-e-s. De prime abord, on pourrait supposer que ces dernières-ers auraient peur de gagner moins que leurs employé-e-s payé-e-s au salaire minimum. Mais on se tromperait. Si les opposant-e-s à l'initiative ne coupent pas les cheveux en quatre, c'est parce qu'ils craignent que la gentille petite coiffeuse de quartier disparaisse. Tout le monde aura donc les cheveux longs et la Suisse propre en ordre sera perdue à jamais. Soyons rationnels et rassurons-les: l'initiative n'apportera qu'une plus grande protection à ces travailleuses-eurs. Tout restera en ordre. MG

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne